



# Conseil économique et social

Distr.: Générale  
10 avril 2003

Français  
Original: Anglais

**Commission pour la prévention du crime  
et la justice pénale**  
Douzième session  
Vienne, 13-22 mai 2003  
Point 5 de l'ordre du jour provisoire\*  
**Coopération internationale en matière de lutte  
contre la criminalité transnationale organisée**

## **Coopération internationale en vue de prévenir et de combattre les enlèvements et séquestrations et d'y mettre un terme, ainsi que d'apporter assistance aux victimes**

### **Rapport du Secrétaire général**

#### **Additif**

#### Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
I. Introduction . . . . .	1	2
II. Résultats de l'enquête . . . . .	2-14	2
A. Dispositions juridiques pertinentes . . . . .	2-5	2
B. Ampleur de cette pratique et liens avec la criminalité organisée et les groupes terroristes . . . . .	6-10	3
C. Mesures adoptées et enseignements tirés . . . . .	11-14	4

\* E/CN.15/2003/1.



## **I. Introduction**

1. La Guinée<sup>1</sup>, l'Inde, le Qatar, la Thaïlande et le Togo ont envoyé, après la date limite pour la présentation du rapport du Secrétaire général aux services de conférence, leurs réponses au questionnaire sur la pratique des enlèvements et séquestrations, ce qui porte à 67 le nombre total de réponses.

## **II. Résultats de l'enquête**

### **A. Dispositions juridiques pertinentes**

2. Les cinq pays ont indiqué que leur législation faisait de l'enlèvement et de la séquestration une infraction spécifique et que les dispositions juridiques recouvraient généralement les éléments communs décrits dans le rapport du Secrétaire général (E/CN.15/2003/7). La Guinée, l'Inde, le Qatar et le Togo ont signalé que l'enlèvement était considéré comme une infraction grave. La Thaïlande, quant à elle, a dit que si l'enlèvement ne constituait pas au regard de la législation nationale une infraction grave, il pouvait être considéré comme tel étant donné qu'il était dans certains cas passible de la réclusion à perpétuité ou de la peine de mort. Le Togo a fait observer qu'en 1990 il avait amendé les dispositions relatives à la définition de l'enlèvement et aux sanctions prévues dans le Code pénal afin de les aligner sur les normes internationales.

3. L'Inde a fait savoir qu'elle disposait d'une législation complète pour lutter contre l'enlèvement, le Code pénal prévoyant 10 infractions spécifiques selon que l'acte avait été perpétré dans l'un des buts suivants: enlèvement d'un mineur aux fins de mendicité; enlèvement aux fins de meurtre; enlèvement contre rançon; enlèvement dans le but de séquestrer secrètement et illégalement une personne; enlèvement d'une femme pour la contraindre au mariage; enlèvement d'une mineure à des fins d'exploitation sexuelle; importation d'une fille d'un pays étranger; enlèvement d'une personne pour la soumettre à des mauvais traitements, y compris l'esclavage; enlèvement d'un enfant de moins de 10 ans et enlèvement ou achat d'un mineur aux fins de prostitution. Au Qatar, mis à part l'enlèvement proprement dit, un article spécifique du Code pénal prévoyait le cas où les victimes avaient été contraintes illégalement à travailler contre leur gré.

4. Les enlèvements étaient toujours considérés comme des infractions graves, mais dans un certain nombre de cas il a été indiqué que les peines applicables pouvaient être encore plus sévères. En Inde il s'agissait des enlèvements contre rançon et des enlèvements réalisés dans le but de commettre un meurtre, cas dans lesquels les sanctions prévues étaient la réclusion à perpétuité et la peine de mort respectivement. Il ne pouvait pas y avoir de liberté sous caution pour cette infraction en Inde. La Thaïlande a indiqué dans sa réponse que, si l'enlèvement entraînait des coups et blessures graves ou la mort de la victime ou si celle-ci était torturée ou soumise à des traitements cruels entraînant des souffrances physiques ou mentales, la peine de mort était applicable. La Guinée a indiqué que lorsque la détention de la victime dépassait un mois, la sanction était plus sévère.

5. Comme c'était le cas pour un certain nombre de pays examinés, les réponses passées en revue dans le présent additif ont indiqué dans le rapport du Secrétaire

général qu'une réduction de la peine était prévue dans certains cas spécifiques. La législation guinéenne prévoyait que la peine pouvait être réduite si la victime avait été relâchée avant le dixième jour. En Thaïlande, si le délinquant veillait à ce que la victime soit libérée sans avoir subi de coups et blessures graves ni avoir été véritablement en danger, une peine plus légère que celle prévue par la loi était prononcée. Cette peine n'était toutefois pas inférieure à la moitié de la sanction prévue.

## **B. Ampleur de cette pratique et liens avec la criminalité organisée et les groupes terroristes**

6. L'Inde et la Guinée ont indiqué qu'elles établissaient des statistiques sur le nombre d'enlèvements. En Inde, ces statistiques étaient considérées comme donnant une image exacte du problème, des chiffres étant fournis par les autorités policières de tout le pays. En Guinée, compte tenu du petit nombre de cas signalés, les statistiques étaient également considérées comme fiables. Le Togo a fait savoir qu'il ne disposait d'aucune statistique sur le nombre d'enlèvements.

7. En ce qui concerne l'ampleur de cette pratique, l'Inde a indiqué que le nombre des enlèvements avait progressé de quelque 23 % au cours des 10 dernières années; en 2000, 22 871 cas avaient été signalés contre 18 424 en 1990. au cours de cette période, le record a été atteint en 1998 avec 23 520 cas signalés. Aucun des autres pays n'a indiqué un accroissement du nombre d'enlèvements; la Guinée a dit qu'un seul cas avait été enregistré en 1991 et le Qatar a indiqué que les enlèvements étaient rares.

8. L'Inde a fourni des données détaillées sur le nombre d'enlèvements pour lesquels un suspect avait été poursuivi puis condamné. En 2000, dernière année pour laquelle des statistiques étaient disponibles, sur les 22 871 enlèvements signalés, 13 302 ont donné lieu à des poursuites et 3 177 à des condamnations.

9. L'Inde a fait savoir que la nature des groupes criminels organisés impliqués dans les enlèvements dans le pays était étroitement liée au but de l'infraction. Les enlèvements pouvaient être répartis en cinq grandes catégories: enlèvements à des fins de prostitution; enlèvements contre rançon; enlèvements réalisés par des terroristes; enlèvements à d'autres fins telles que les courses de chameau ou la mendicité; et enlèvements d'une personne (en général une femme) avec son consentement aux fins de mariage, lorsque ce consentement n'était pas valable parce que la personne était mineure aux yeux de la loi. Les groupes criminels organisés étaient impliqués dans les quatre premières catégories. En ce qui concerne l'enlèvement à des fins de prostitution, des femmes ou des filles, provenant généralement de zones rurales, étaient enlevées soit par la force soit par tromperie pour être vendues à des réseaux de prostitution dans les villes. Les groupes criminels organisés impliqués dans les enlèvements contre rançon étaient en général liés aux grands syndicats du crime qui avaient souvent des connections à l'étranger. Les chefs de ces organisations résidaient le plus souvent à l'étranger et faisaient exécuter l'enlèvement par ses complices dans le pays. La rançon était généralement envoyée en dehors de l'Inde. Les groupes terroristes avaient tous des connections et un appui à l'extérieur du pays et, si leurs objectifs étaient souvent politiques, ils procédaient aussi à des enlèvements pour obtenir des fonds et exiger la libération de

leurs membres emprisonnés. Les autorités indiennes réalisaient actuellement une étude sur les gangs spécialisés dans les enlèvements de filles et de femmes destinées à la prostitution, les enlèvements de mineurs destinés à la mendicité et les enlèvements contre rançon.

10. La Guinée et le Qatar ont fait savoir que rien ne prouvait que des groupes criminels ou terroristes étaient impliqués dans les enlèvements. Au Togo, les enlèvements n'auraient aucun lien avec des groupes criminels à l'intérieur ou à l'extérieur du pays. Toutefois, plusieurs types d'enlèvements ont été identifiés notamment: les enlèvements à des fins d'exploitation sexuelle, les enlèvements liés aux rites initiatiques et autres, les enlèvements aux fins de mariages forcés et les enlèvements d'enfants mineurs dans le cas de disputes familiales, en général entre des parents divorcés. Il a été noté que, tant dans les zones rurales que dans les zones urbaines, les victimes d'enlèvements appartenaient en général à des groupes sociaux vulnérables tels que les femmes, les enfants et les pauvres.

### **C. Mesures adoptées et enseignements tirés**

11. L'Inde a indiqué que des officiers de police avaient bénéficié d'une formation spécialisée concernant les enlèvements. Il existait, au siège de la police nationale, une unité spéciale de renseignements chargée de lutter contre les enlèvements, et une banque de données informatiques sur les enlèvements était en cours de création. Les forces de police comportaient des unités spécialisées dans la lutte contre les enlèvements et les infractions à l'encontre des femmes. L'Inde a en outre souligné que des services liaison étaient assurés entre les autorités chargées de la détection et de la répression et la famille des victimes dans les cas d'enlèvements et que des services de conseil étaient proposés tant à la victime qu'à sa famille dans la mesure du possible. La police faisait de son mieux pour rendre la victime à sa famille, mais les pouvoirs publics disposaient également de refuges pour les femmes et les jeunes qui avaient besoin d'être recueillis après leur libération. Une aide était également assurée par le secteur des organisations non gouvernementales qui était actif dans ce domaine.

12. Au Qatar, les enlèvements étaient rares, mais lorsqu'ils se produisaient, une protection et des soins étaient offerts aux victimes et à leur famille, tant durant l'enlèvement qu'après. Les victimes d'enlèvement ne bénéficiaient cependant d'aucun soutien financier. La Guinée a fait savoir que des unités spéciales de la police étaient chargées des infractions graves, dont les enlèvements. L'importance d'une communication régulière avec les citoyens, à titre préventif, a été soulignée. La Guinée a également décrit les diverses mesures qu'elle prenait pour lutter contre le blanchiment d'argent.

13. L'Inde a dit qu'elle avait pris une série d'initiatives visant à renforcer la coopération internationale pour lutter contre les enlèvements. Elle avait notamment signé des accords bilatéraux avec d'autres pays ainsi que des instruments juridiques internationaux, en particulier la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée et les protocoles s'y rapportant. La Guinée a souligné l'importance de la coopération internationale, et notamment de la conclusion d'accords bilatéraux entre les pays, insistant en particulier sur l'importance que revêtait l'extradition des coupables vers leurs pays d'origine.

14. Pour ce qui est des enseignements tirés, dans sa réponse l'Inde a souligné l'importance d'une législation complète couvrant tous les aspects des enlèvements. Les enlèvements devraient aussi être traités comme des infractions graves et être punis sévèrement par les tribunaux. Pour le Togo, des dispositions législatives claires et une action efficace des services de détection et de répression étaient essentielles pour lutter de manière efficace contre les enlèvements.

*Notes*

- <sup>1</sup> Une réponse de la Guinée avait déjà été envoyée par l'intermédiaire de l'Institut africain pour la prévention du crime et le traitement des délinquants. La présente réponse, dont il est rendu compte ici, est plus détaillée et répond spécifiquement au questionnaire envoyé aux États Membres par le Secrétariat.
-